

Le climat, un nouvel horizon politique

Le Monde 13-1-2016

Entre l'inutile nostalgie du terroir et une globalisation qui a perdu ses illusions sur l'avenir, il est temps de trouver une troisième voie qui tienne compte de l'environnement

PAR BRUNO LATOUR

On avait l'habitude, naguère, de jouir d'un « temps magnifique » ou de subir un « climat pourri ». Depuis plusieurs mois, nous bénéficions d'un temps « horriblement magnifique » ! Ce qui est vrai de la météo l'est aussi de la politique. Le moment est horrible et formidable : grâce à la coïncidence entre actions terroristes, montée du Front dit national, et conclusion de la COP21, il est possible que nous sachions enfin où nous en sommes et à quelle politique nous devrions nous consacrer.

Jusqu'ici, la plupart des repères pour juger si une position était « progressiste » ou « réactionnaire » s'établissaient le long d'un seul et unique vecteur : soit on regrettait l'ancien terroir, soit on misait sur la mondialisation. Entre ces deux extrêmes, il y avait une ligne continue qui s'imposait à tous : seule variait la position du curseur. A l'avant-garde du front de modernisation, il y avait les tenants du progrès et, derrière, les gens arriérés. Avec la contradiction bien connue selon que ce vecteur porte sur les mœurs ou sur les marchés. On peut tenir à l'émancipation des mœurs contre la mondialisation de l'économie – en gros la gauche traditionnelle – ou vouloir la libéralisation des marchés et résister à l'émancipation des mœurs – disons la droite modérée.

Mais on peut aussi appeler de ses vœux l'émancipation conjointe des mœurs et des marchés – l'idéal de modernisation frénétique partagée par les secteurs « avancés » de gauche comme de droite. Ou enfin lutter contre les deux. Pour que tout cela fonctionne comme repère, encore faut-il que les élites croient elles-mêmes à l'existence d'un monde, d'un globe qui puisse devenir, si l'on par-

vient à l'atteindre, celui d'une planète universellement modernisée. C'est là où il faut joindre l'analyse habituelle de la sphère politique à cette autre sphère : la planète qui a fait son entrée en politique.

L'importance historique de la COP21, c'est qu'elle permet de prendre conscience d'une tout autre direction : la planète Terre ne ressemble pas du tout au globe de la globalisation. Pour le dire de façon brutale : il n'y a pas de planète correspondant à la Terre promise de la mondialisation. Il y a eu erreur d'aiguillage ! De ce fait, les positions n'ont plus à se repérer uniquement grâce à la polarisation classique allant du local au global, du national à l'universel, de l'identité aux « grands espaces » du marché mondial. La politique classique pouvait fonctionner tant que les élites laissaient croire qu'il existait pour de bon, ce monde vers lequel on allait se modernisant.

MOMENT FATAL ET DÉCISIF

Or, voilà une trentaine d'années qu'elles ont cessé d'y croire. Ceux qui s'en sont aperçus les premiers ne sont pas seulement les écologistes, mais ceux qu'on appelle les climatosceptiques. Contrairement à ce qu'on pense souvent, leur dénégaration n'a rien d'un archaïsme ou d'un manque de connaissance. Ils ont très bien vu, en effet, que s'il n'y a pas de planète correspondant au monde vers lequel on prétend se moderniser, alors il faut se défendre en s'enfermant dans une forteresse d'inégalités. L'immense mouvement qui a permis aux 10 % les plus riches de devenir le 1 % puis le 0,1 % n'a pas de sens si l'on ne comprend pas que les élites ont abandonné tout espoir de jamais partager leur territoire avec ceux auxquels elles ont demandé de se moderniser ou de périr.

Pour comprendre qu'on a changé d'époque, il suffit de comparer le rituel de Donald Trump (« Vous êtes vivrés ! ») au sourire hollywoodien de Ronald Reagan. Il n'est plus possible de s'en faire accroire comme dans les années 1980 : d'optimistes, les élites sont devenues sinistres ; d'entraînantes, elles sont devenues défensives. Si l'Amérique continue à dessiner notre futur, celui qui propose, entre autres, le Parti républicain fait froid dans le dos. D'autant que les masses ont parfaitement compris que si les élites elles-mêmes ne croient plus à la mo-

dernisation, il faut se rabattre dare-dare sur le peu d'identité encore disponible. De la Hongrie à la France, de l'Italie à l'Angleterre, de la Russie aux Etats-Unis, beaucoup de gens se comportent comme s'ils disaient : « Faute de globe, qu'on nous laisse au moins les terroirs ! » Race blanche, viande de porc, nation, drapeaux, califat, famille, n'importe quoi, mais qu'on ne se retrouve pas avec rien. Tous aux canots de sauvetage !

Evidemment, ces communautés sont imaginaires ; il ne reste pas un lopin de ces anciennes terres atomisées par la mondialisation. Mais utopie pour utopie, il est compréhensible qu'on se raccroche à celle qui paraît la moins hors-sol. C'est à ce point d'inflexion que nous nous trouvons, moment fatal et décisif : y a-t-il une autre définition de l'attachement à un sol que le territoire-terroir ou le territoire-globe ? Existe-t-il un troisième sommet qui permettrait de redistribuer toutes les positions et d'éviter la tragédie présente d'une bataille entre l'utopie de la mondialisation et celle des identités nationales ? Ce triangle n'a pas encore été dessiné, je sais bien, mais à la ligne qui joint le territoire-terroir au territoire-globe, il paraît légitime d'ajouter désormais les deux lignes qui joignent ces deux attracteurs traditionnels au troisième sommet du triangle : le territoire-Terre (ou planète ou Gè ou Gaïa, peu importe le nom). C'est ce que j'ai appelé le « nouveau régime climatique ».

Il est clair que la planète rassemblée lors de l'étonnante conférence climat de Paris n'a que peu de traits communs avec l'espace aussi indifférencié qu'illimité vers lequel la mondialisation était supposée nous emmener. Elle a un climat, un sol, des limites, des lignes de front, toute une géopolitique qui ressemble aussi peu aux vieilles cartes identitaires qu'au globe de l'ancien monde dit « naturel ». Ce troisième attracteur n'ouvre pas une « troisième voie » entre l'identité et l'universel (ni bien sûr entre « socialisme » et « capitalisme », ces deux projets sans terre). Mais sa présence, son poids, sa nouveauté sont capables de bouleverser l'échiquier de la politique. Il oblige à redéfinir le sol auquel nous appartenons, et à redécouvrir qui est réactionnaire et qui est progressiste.

De toute façon, si nous ne parvenons pas à nous reterritorialiser très vite sur cette Terre, c'est hélas à une guerre des terroirs que nous allons devoir faire face. Je ne me souviens pas d'une Saint-Sylvestre où le temps ait été si « horriblement beau », ni d'une rentrée qui nous laisse si peu de temps entre une élection présidentielle décisive et l'urgence de se réapproprier le climat d'une façon si politique. ■

Bruno Latour est philosophe et sociologue des sciences, professeur à Sciences Po. Son dernier ouvrage est « Face à Gaïa. Huit conférences sur le nouveau régime climatique », La Découverte, 2015

